

à les convaincre que le sens général des autres propositions éveillait logiquement dans l'esprit du lecteur une idée flatteuse, et que j'étais, hélas! victime d'une de ces erreurs que l'on nomme *coquille* en langage typographique.

Mes deux gendarmes, car c'étaient de vrais gendarmes, authentiques, ayant ri, se trouvaient désarmés. Ils se déclarèrent satisfaits, et me prièrent d'accepter leurs excuses pour le dérangement qu'ils venaient de me causer.

Je reconduisis mes braves avec tous les honneurs dus à leur qualité.

Mais dans l'escalier, toute la maison était sur pied. Le concierge, le propriétaire, attirés par le bruit des voix, se demandaient s'il fallait appeler le commissaire, pendant que les voisins, brochant le thème, assuraient avoir entendu des bruits de sabre et comme des gémissements et des sanglots. Lorsqu'on nous aperçut tous vivants, il s'échappa de toutes ces poitrines comme un cri de soulagement.

Tout est bien qui finit bien. Mais pour avoir échappé au sabre d'un gendarme de Monaco, je ne suis pas sauf encore, car l'Exposition en a pour quatre mois, et si vous ne mettez pas beaucoup de circonspection dans la lecture des épreuves, vous m'exposez à tomber sous le yatagan d'un Bédouin ou à me faire ouvrir le ventre à la sommation de quelque Japonais. Ce dénouement serait triste pour tous, car ma vie et mes correspondances seraient à jamais interrompues.

Vous ne le désirez point, n'est-ce pas? votre serviteur non plus.

A. ACHINTRE.

LA POLITIQUE CANADIENNE

Les luttes qui ont marqué la dernière session du parlement de Québec ont été si acharnées, les opinions et les jugements qu'elles ont suscités si passionnés, qu'une appréciation impartiale des hommes et des choses plaira, il me semble, aux lecteurs de *L'Opinion Publique*.

Dans un pays où la politique affecte les intérêts personnels de presque tous ceux qui s'en occupent, où l'existence même des journaux dépend de l'appui qu'ils trouvent dans le gouvernement, on s'explique l'acharnement des partis et les violences de la presse; mais ces excès n'en sont pas moins condamnables.

Comment ceux qui ne lisent que les journaux politiques peuvent-ils avoir une idée juste de ce qui se passe et de la valeur de nos hommes publics? Quel respect veut-on que le public aie pour des ministres ou des députés qu'il entend traiter d'imbéciles ou de canaille tous les jours? Non-seulement ces excès de langage, ces calomnies et ces injures faussent l'opinion publique, mais elles abaissent les caractères, paralysent les hommes de bonne volonté ou les jettent dans les excès de l'esprit de parti.

Comment veut-on ensuite que les étrangers, et même nos compatriotes d'origine anglaise, aient une haute opinion de nous, quand ils nous voient ravalés, couverts d'opprobres ceux qu'ils sont obligés de regarder comme les représentants les plus autorisés de notre nationalité?

Tous les jours, on entend dire que nos hommes publics n'ont pas d'influence sur leurs collègues anglais, qu'ils manquent de prestige, est-ce étonnant? Les jugements basés sur nos témoignages peuvent-ils leur être favorables?

A lire nos journaux, on dirait que nous sommes toujours en pleine révolution, que la province de Québec est, comme le Mexique, à la merci de bandes de brigands. Et pourtant, il n'y a pas un pays où on paraît le plus dirigé par les principes religieux, où on parle le plus de religion. On passe la moitié de sa vie à démontrer qu'on est plus ou aussi catholique que son voisin. Et on est surpris que la supériorité de notre foi ne frappe pas tous les esprits.

Mais revenons à la Chambre locale.

J'ai assisté à ses séances, j'ai suivi ses travaux et ses discussions, et je n'hésite pas à dire qu'elle est bien composée et f

honneur à la province de Québec. Il y a, des deux côtés, des hommes de valeur, beaucoup de jeunes gens surtout d'un talent remarquable.

Prenons les deux chefs, MM. Joly et Chapleau.

Ils ont déployé tous deux dans la discussion une activité, une vigueur et un talent oratoire qu'on rencontre rarement. A qui décerner la palme? M. Chapleau a plus de sève, de feu, de voix et d'élocution; M. Joly a plus d'autorité, de précision, de clarté et de correction. M. Joly a le tort de trop s'amuser de ses plaisanteries, d'y prendre trop de plaisir, pendant que M. Chapleau, lui, pêche dans le sens contraire; il prend un ton trop solennel pour dire des choses ordinaires, et noie son argumentation dans des flots de paroles.

Maintenant, va-t-on prétendre que MM. Church, Loranger, Taillon, Mathieu, et Wurtele n'ont pas de talent? Peut-on dire même que M. Tarte est sans valeur? On me pardonnera tout le reste, excepté cette admission; les haines que M. Tarte a accumulées sur sa tête ne permettent pas qu'on lui accorde le moindre talent. Il en a pourtant; malheureusement, personne dans le pays ne pousse aussi loin que lui l'invective. Est-ce qu'il ne sait pas que ceux même qui exploitent ses violences les désavouent secrètement?

Par exemple, comment lui pardonner, ainsi qu'à plusieurs de ses collègues, d'avoir, durant toute la session, dit des choses si blessantes à des hommes comme MM. Bachand, Marchand, les deux MM. Langelier, etc.? Qui croira que ces messieurs sont des imbéciles et des ignorants? Je n'en nomme que quelques-uns; je pourrais en nommer plusieurs autres qui ont réellement beaucoup de talent.

Rien d'affligeant comme le spectacle de l'acharnement avec lequel on cherche des deux côtés à détruire mutuellement sa réputation et son avenir, à se dégrader aux yeux du peuple. Rien de plus contraire à tous les préceptes de la religion et de la charité, de plus funeste à notre nationalité.

Je dois dire qu'en général, au moins durant la dernière session, *L'Événement*, le *National* et les autres journaux libéraux se sont montrés plus modérés à l'égard des chefs conservateurs que les journaux conservateurs à l'égard des chefs libéraux. D'un autre côté, il faut reconnaître que les jeunes députés de la droite ont manqué trop souvent de dignité dans les débats et irrité inutilement la gauche par des interruptions et des cris déplacés, par des plaisanteries souvent insignifiantes. Les conservateurs ne sont pas sans péché, mais nous croyons qu'en général ils ont moins de reproches à se faire sous ce rapport que les libéraux.

Un mot maintenant des diatribes lancées contre le lieutenant-gouverneur et l'Orateur Turcotte. Jamais le principe, pourtant conservateur, du respect dû à l'autorité n'a été plus violé.

La conduite de l'un et de l'autre était certainement discutable, attaquant, mais tout ce qu'ils ont pu faire justifiait-il les injures grossières qu'on leur a adressées?

Je me résume. La députation de Québec vaut mieux des deux côtés qu'on ne dit, et les députés les plus vilipendés sont ceux en général qui nous font le plus d'honneur. Seulement, elle a manqué souvent de dignité durant la dernière session.

Les luttes de la presse sont devenues un fléau funeste aux caractères comme aux intelligences, à la religion comme à la société.

Une réforme du langage des journaux et de la tribune est devenue nécessaire. Comment se fera-t-elle? La religion, l'honneur et les lois n'y pouvant rien, il viendra peut-être un temps où un homme de talent et d'honneur ne voudra entrer dans la presse que muni non-seulement d'une plume, mais d'une bonne épée.

LAMBDA.

Le marquis de Lorne a été choisi pour succéder à lord Dufferin comme gouverneur du Canada.

L'ŒUVRE DE LA COLONISATION

Plusieurs journaux américains s'occupent en ce moment des moyens à prendre pour faire vivre les millions d'ouvriers qui n'ont pas d'ouvrage. Le mal dont on se plaint ici existe aux États-Unis: les villes sont encombrées, ont plus de population qu'elles ne peuvent en nourrir.

La comme ici, on est d'opinion que la seule chose à faire est de transformer en colons une grande partie de ces hommes désœuvrés, de déverser le trop plein des villes dans les prairies de l'Ouest. Tous s'accordent à dire que les hommes de patriotisme et de charité ne devraient reculer devant aucun sacrifice pour réaliser un pareil projet.

Généralement, on prétend que ce n'est pas au gouvernement ni même aux corporations de faire les frais de ce mouvement, mais aux individus, et on dit qu'il y a assez de gens riches à New-York pour établir sur des terres tous les hommes sans ouvrage. Il n'y a pas de doute que c'est à la générosité des individus, au dévouement personnel, qu'il appartient surtout d'agir en pareil cas. Mais, dans un pays comme le nôtre, et dans un temps de crise, il faut, pour accomplir une telle œuvre, le concours réuni des gouvernements, des corporations et des individus.

Sans doute, il serait dangereux de trop faire espérer aux colons; car on sait que le défrichement est essentiellement une œuvre de patience et de sacrifice; mais, d'un autre côté, il est certain qu'il faut à celui qui n'a pas un sou, de l'argent pour se rendre dans les bois, pour s'y mettre à l'abri, acheter les instruments et les animaux les plus nécessaires, y vivre et soutenir sa famille jusqu'à ce que le produit de sa terre suffise à sa subsistance.

Ce sont ces secours, cet argent qu'il s'agit de trouver. Le gouvernement n'est pas en état de faire grand chose, mais le peu qu'il fera, réuni aux contributions des corporations et des individus, constituera probablement une aide suffisante.

Quel est l'homme des villes et des campagnes qui refusera de donner son obole pour le succès d'une œuvre aussi nationale? Peut-on croire qu'un pays où l'on vient de toutes les parties du monde, solliciter avec tant de succès la charité, ne trouvera pas d'argent pour la plus nationale de toutes les œuvres de charité et de patriotisme? Peut-il y avoir rien de plus louable, de plus utile que d'arracher à la misère et au découragement des centaines de familles, de leur donner les moyens de gagner leur vie, et d'enrichir en même temps le pays?

Que ceux qui doutent que la misère soit aussi grande qu'on le dit, se donnent la peine de parcourir les rues de nos villes, de Montréal en particulier; qu'ils entrent dans les maisons, qu'ils prennent des informations, et ils constateront qu'il y a sept ou huit mille personnes à rien faire depuis longtemps, vivant on ne sait comment, incapables de s'habiller, de vêtir leurs enfants et de les envoyer à l'école; disputant aux huissiers leurs derniers meubles, ne prenant souvent qu'un repas par jour. Tant que l'été durera, ces pauvres gens ne mourront pas de faim et de froid; mais faut-il attendre que les gens soient morts pour penser à eux?

On répondra peut-être que la charité publique viendra à leur secours; mais ne croit-on pas que l'argent donné pour leur permettre de s'établir sur des terres et de défricher le pays vaut mieux que le bienfait passager et toujours plus ou moins humiliant de l'aumône?

L.-O. DAVID.

NOTRE HISTOIRE

M. Kirby, auteur du *Chien d'Or*, est peut-être l'Anglais qui a le plus étudié l'histoire ancienne du Canada. A ce titre, l'article qu'il vient de publier dans le *Canadian Methodist Magazine*, au sujet du livre de M. Rameau, mérite toute l'attention des hommes sérieux. Il expose lucidement les circonstances de la colonisation de l'Acadie et de la proscription des Aca-

diens. Après avoir blâmé l'acte d'arbitraire dont les officiers anglais se sont rendus coupables, il ajoute que le tout fut fait principalement à l'instigation des Américains.

Longfellow, dit-il, a commencé l'expiation par son magnifique poème *Évangéline*, qui met dans son jour à la fois poétique et douloureux l'histoire de cette grande épopée. "Longfellow n'exagère rien. Ni la poésie ni l'imagination ne sauraient surfaire la description en prose des souffrances endurées par ce peuple malheureux et inoffensif... Nous sentons que tant la vieille que la nouvelle Angleterre méritent la censure que M. Rameau fait peser sur elles. Nous honorons à bon droit nos concitoyens canadiens-français, mais, quand il s'agit des Acadiens, un sentiment de remords et de tendresse nous touche au cœur, en raison du traitement injuste qu'ils ont subi de la part de nos pères, traitement qu'ils ont oublié, mais que nous devrions garder en mémoire."

N'est-il pas beau et consolant d'entendre un pareil témoignage dans la bouche d'un Anglais? Et combien de conquêtes semblables nous ferions si notre histoire était connue... si nous nous donnions la peine de l'étudier nous-mêmes!

Il y a longtemps que M. Kirby m'écrivait: "La connaissance de l'histoire du Canada fera tomber un jour les préjugés, unifiera nos deux races, et de nous tous sortira un grand peuple, car nous nous rendrons réciproquement justice, et nous apprendrons à nous respecter et à nous estimer."

La franche expression de cet écrivain, sa science incontestable des matières qu'il traite, sont de nature à faire ouvrir les yeux et les oreilles à cette foule de soi-disants lecteurs qui ne savent jamais rien et qui vivent de préjugés.

B. S.

CHOSSES ET AUTRES

Le contrat du bassin de radoub est enfin donné à M. M. Larkin.

Le parti libéral n'a pas encore de candidat dans la division Est de Montréal.

A Lévis, le nom de l'hon. G. Blanchet est mentionné.

M. J. A. Malouin sera le candidat libéral pour Québec-Centre. On ne lui connaît pas encore d'adversaire.

Dans le comté de Québec, la lutte se fait entre M. A.-P. Caron et l'hon. Isidore Thibaudeau.

A l'Islet, on parle de M. Fournier comme devant faire opposition à M. P.-B. Casgrain.

On dit que l'hon. M. Pelletier est prêt à résigner son siège au Sénat pour se présenter à Charlevoix ou à Kamouraska.

Le duc de Connaught, troisième fils de la reine Victoria, épouse la princesse Marie-Louise, fille du prince Frédéric-Charles de Prusse.

L'hon. Thos. McGreevy est encore candidat pour Québec-Ouest. On mentionne comme devant lui faire opposition M. Owen Murphy, ex-maire de Québec.

On écrit de Norwich, Connecticut, que la population de cette ville est grandement alarmée par l'apparition du choléra asiatique.

L'hon. M. Langevin a ouvert la campagne électorale dans le comté de Rimouski; l'hon. M. Laurier en a fait autant dans la division-est de Québec.

M. Asselin, avocat, de Québec, a l'intention de briguer les suffrages des électeurs